



Faciliter l'accès aux
Capitaux publics et privés
pour les Populations les plus
démunies



L'UNCDF fête ses 50 ans

Des solutions de
financement innovantes au
service du développement
du last mile

Rapport annuel

2016

© UN Capital Development Fund 2017

Publié par l'unité Partenariats, politique et communication
United Nations Capital Development Fund (UNCDF)
Two UN Plaza, 26th Floor
New York, NY 10017, États-Unis

Tous droits réservés.

Les désignations employées et la présentation adoptée sur les cartes et les graphiques contenus dans ce rapport ne sauraient être interprétées comme exprimant une prise de position de la part du Secrétariat des Nations unies ou de l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou régions ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous les montants cités dans le présent rapport sont présentés en dollars des États-Unis (USD), sauf indication contraire.

À propos de l'UNCDF

L'UNCDF facilite l'accès aux capitaux publics et privés par les populations les plus démunies dans les 47 pays les moins avancés du monde (PMA). Dans le cadre de son mandat de fourniture de capitaux et d'instruments d'investissement, l'UNCDF offre des modèles de financement du « last mile » permettant de débloquer les ressources publiques et privées, notamment au niveau national, afin de réduire la pauvreté et d'encourager le développement économique local. Sur ce « last mile », les ressources pour le développement se font plus rares, les défaillances du marché sont plus importantes et la croissance ne bénéficie pas aux populations locales.

L'UNCDF s'appuie sur deux modèles de financement : **l'inclusion financière**, axée sur l'épargne, qui permet aux individus, aux ménages et aux petites entreprises de participer davantage à l'économie locale, en mettant à leur disposition les outils dont ils ont besoin pour sortir de la pauvreté et gérer leur situation financière ; et les **investissements localisés** – grâce à la décentralisation fiscale, au financement municipal novateur et au financement structuré de projets –, qui contribuent au financement public et privé sous-tendant la croissance économique locale et le développement durable.

En renforçant l'accessibilité financière des personnes pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à la réalisation du premier objectif de développement durable, relatif à la réduction de la pauvreté, et du 17e objectif de développement durable, relatif au renforcement des moyens de mise en œuvre. En identifiant les segments de marché dans lesquels les modèles de financement novateurs peuvent foncièrement faciliter le financement du « last mile », l'UNCDF contribue à la réalisation de plusieurs objectifs de développement durable.

L'UNCDF et les OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

1 PAS DE PAUVRETÉ 

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 

AYANT UN IMPACT SUR

5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 

7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN CÔTÉ ABORDABLE 

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 

9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 

10 INÉGALITÉS RÉDUITES 

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 

13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 

Table des matières

04



Avant-propos

06



Où avons-nous commencé ?

12



Qu'avons-nous accompli ?

- 12 Élargir l'inclusion financière
- 14 Contribuer au financement du développement local
- 16 Autonomiser les femmes
- 18 Agir en faveur du climat
- 19 Autonomiser les jeunes
- 20 Mobiliser des investissements en faveur du last mile

21



24



26



28



L'UNCDF est une petite organisation qui se concentre sur un objectif précis et poursuit une mission bien définie. Dans le cadre de son mandat sans pareil au sein du système de développement de l'ONU, l'UNCDF aide les PMA à faire parvenir les financements jusqu'aux personnes, collectivités locales et petites entreprises mal desservies et délaissées par d'autres mécanismes de financement.

Nous apportons chaque jour la preuve que même de faibles volumes d'aide publique au développement (APD) peuvent aider les PMA à tirer le plus grand parti des ressources publiques et privées en vue d'obtenir un maximum d'impact au « last mile ».

Depuis que l'UNCDF a vu le jour en 1966, de nombreux PMA ont réalisé des avancées considérables dans l'amélioration des conditions de vie et des moyens de subsistance des populations. À l'heure où la communauté internationale entend atteindre les objectifs de développement durable (ODD) et s'assurer que nul n'est laissé pour compte, il importe plus que jamais de veiller en priorité à acheminer les financements là où ils sont le plus nécessaires.

Aujourd'hui, et plus que jamais, les PMA ont besoin d'un soutien continu afin de pouvoir mobiliser suffisamment de ressources en faveur de plusieurs objectifs : bénéficier de l'urbanisation ; s'adapter au changement climatique ; donner aux citoyens pauvres l'accès aux services financiers dont ils ont besoin pour bâtir un avenir meilleur, pour eux et pour leur famille ; instaurer des économies locales résilientes offrant des perspectives et des moyens de subsistance aux femmes, aux hommes et aux jeunes.

Le présent rapport met en avant le rôle essentiel de l'UNCDF dans ces domaines. Notre mission, financée par l'APD, nous permet d'identifier des possibilités là où d'autres ne voient que des obstacles, de démontrer l'intérêt économique d'investir là où d'autres voient un risque, et d'expérimenter des projets et des idées que d'autres peuvent déployer à grande échelle, dans des régions qu'ils auraient peut-être autrement délaissées.

À l'avenir, l'UNCDF continuera d'élargir les frontières du financement en démontrant l'intérêt économique d'intervenir là où très peu d'organismes se sont aventurés.

Nous œuvrons actuellement à la création d'un fonds d'investissement consacré aux PMA pour démontrer que l'association de différentes sources de financement (subventions, APD, prêts à des conditions favorables, financement d'investissements à impact élevé cherchant à obtenir un retour financier) peut mobiliser de nouveaux investissements, publics et privés, dans les marchés prometteurs des PMA. Nous avons recours au numérique et à d'autres technologies pour : élargir les services bancaires et de microassurance aux habitants pauvres des zones rurales et mal desservies ; réduire les coûts de transfert de fonds pour les migrants ; et encourager les jeunes à faire des économies, à acquérir des compétences financières et à créer des entreprises qui pourront améliorer leur vie.

Notre réussite est le fruit de la volonté des gouvernements des PMA de s'associer et d'innover avec nous. Nous sommes par ailleurs profondément reconnaissants envers nos partenaires de financement et de mise en œuvre, lesquels défendent notre travail en contribuant aux ressources ordinaires de l'UNCDF, financent des initiatives thématiques et nationales qui nous permettent d'expérimenter de nouvelles idées, et nous encouragent à adapter les bons enseignements et à les appliquer dans l'optique d'un impact optimal. Grâce à la collaboration que nous entretenons avec nos partenaires, nous pouvons traduire les programmes de développement mondial en avantages concrets pour les populations, les gouvernements et les institutions risquant d'être laissés de côté. Ensemble, il nous est possible de bâtir un monde plus prospère, juste et inclusif pour tous.



Judith Karl
Secrétaire exécutive



AVANT-PROPOS

OÙ AVONS-NOUS commencé ?

1966 et au-delà : les premières années



1966

Création de l'UNCDF

L'UNCDF a été créé en 1966 en vue d'« *aider les pays en développement à développer leurs économies en complétant les sources existantes d'aide au développement par des subventions et des prêts* ».

1973



Priorité aux pays les moins avancés

Le choc pétrolier de 1970 a eu des effets particulièrement dévastateurs sur les économies des PMA. En 1973, l'Assemblée générale des Nations unies a décidé que l'UNCDF devait concentrer ses efforts « *en priorité sur les pays en développement les moins avancés* ».

1987

Promouvoir la croissance économique et le développement local

Durant ses 20 premières années d'existence, l'UNCDF a financé des projets d'infrastructures indépendants, tels que la construction de ponts, de routes et de systèmes d'irrigation. En 1987, l'UNCDF était présent dans 47 pays, dont 40 PMA. Trente-deux donateurs (dont 12 PMA) ont fourni à l'UNCDF un volume de ressources de base annuelles s'élevant à 40 millions USD.

Les années 1990 : De nouveaux progrès dans le développement



1990

Les collectivités locales prennent les rênes de la lutte contre la pauvreté

L'UNCDF a commencé à travailler directement avec les responsables des investissements locaux : les autorités locales. Fournir un investissement en capital directement aux collectivités locales alors que nombre de pays étaient hautement centralisés représentait un risque calculé. L'UNCDF a misé sur la capacité des autorités locales à investir efficacement dans le développement économique local, la prestation de services et la réduction de la pauvreté, tout en renforçant la gouvernance et la redevabilité. Les premiers résultats de cette réorientation stratégique ont été documentés dans une publication de 1998 intitulée « Taking Risks ».

1995

Prendre des risques en situation post-confliktuelle et de crise

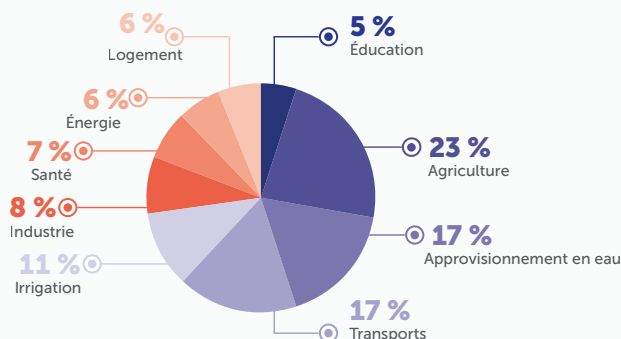
Depuis 1995, la stratégie du fonds de développement local de l'UNCDF a permis aux sociétés affectées par un conflit de se reconstruire de façon ascendante. Elle aide les collectivités locales à tisser des liens avec les citoyens et fournit des ressources aux fonctionnaires agissant à l'échelon local afin qu'ils puissent bâtir des infrastructures et d'autres projets qui répondront aux besoins de leurs citoyens. Cette approche a contribué à la consolidation de la paix au Cambodge comme au Mozambique et se révèle aujourd'hui efficace en Somalie.

Fin des
années 1990

Élargir notre objectif

L'UNCDF a commencé à appuyer les institutions de microcrédit à l'échelle locale. Alors que l'augmentation des crédits disponibles était généralement considérée comme un moyen efficace de stimuler l'activité du secteur privé local, le « microcrédit » commençait à céder la place au concept plus large de « microfinance ».

Répartition sectorielle des engagements de l'UNCDF, de 1967 à 1987¹



¹ UNCDF, mai 1988, « It Makes a Difference », publication n° 457, New York

Les années 2000 et au-delà : surmonter des obstacles de taille



2001

Expérimenter
le développement
économique
local

La responsabilité consistant à satisfaire à l'énorme demande d'infrastructures et de services se déplace de plus en plus des autorités nationales vers les collectivités infranationales. Pourtant, les administrations locales situées en dehors des grands centres urbains manquent souvent de capacités, de ressources financières, de systèmes de gestion et de projets bancables pour pouvoir assumer cette responsabilité. Les efforts de l'UNCDF en faveur du développement local contribuent à bâtir ces systèmes et permettent de fournir des fonds aux autorités locales afin qu'elles démontrent leurs nouvelles capacités.

2005



**De
la microfinance
à l'inclusion financière**

En 2005, l'UNCDF a assumé les fonctions de Secrétariat à l'occasion de l'Année internationale du microcrédit des Nations unies, une étape importante qui a marqué le passage de la « microfinance » à l'« inclusion financière ». Depuis, l'UNCDF a encouragé l'inclusion financière grâce à une stratégie de « développement du marché ». Ses efforts se sont ainsi concentrés sur plusieurs points : l'instauration d'environnements propices ; l'utilisation de données et de diagnostics pour orienter le changement des politiques ; la collaboration avec un large éventail de prestataires de services financiers afin d'étendre leur portée aux ménages et aux entreprises, notamment à travers des services financiers numériques (SFN) ; et la fourniture de services financiers à un prix raisonnable.

2006

**Démontrer l'efficacité
pour passer à grande
échelle**

Les gouvernements du Bangladesh, du Cambodge, du Mozambique, de l'Ouganda, du Sénégal et d'autres pays encore ont contracté des emprunts auprès de la Banque mondiale afin de déployer à grande échelle les plateformes d'investissement local mises en place avec l'aide de l'UNCDF. Dans de nombreux cas, l'aide financière apportée par l'UNCDF a donné lieu à un rendement très élevé en termes d'investissements de suivi. Aujourd'hui, les financements et les investissements publics locaux réalisés dans près de la moitié des PMA du monde entier trouvent leur origine dans les systèmes introduits par l'UNCDF, lesquels sont décrits dans une publication phare de 2006 intitulée « Delivering the Goods ».

2010

Renforcer la résilience au changement climatique

L'UNCDF a participé au congrès mondial inaugural « Resilient Cities » et a pris l'engagement de soutenir les villes, les collectivités locales rurales et les économies locales des PMA afin qu'elles puissent avoir accès aux financements supplémentaires nécessaires au renforcement de leur résilience au changement climatique. Aujourd'hui, 16 pays collaborent avec l'UNCDF sur des approches systématiques visant à concevoir des investissements vérifiables en faveur de la résilience au changement climatique et à déclencher des financements, y compris ceux du Fonds vert pour le climat.



2012

Autonomiser les femmes et défendre l'égalité des sexes

L'UNCDF a lancé sa Stratégie en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes pour faire en sorte que ses modèles de financement répondent aux besoins des femmes en matière de services financiers adaptés et permettent également de surmonter les obstacles structurels empêchant les femmes d'accéder aux activités économiques. Cette stratégie a permis de placer l'autonomisation des femmes au rang de priorité transversale dans l'ensemble des programmes de l'UNCDF.

2016

L'UNCDF fête ses 50 ans

Le 13 décembre 2016, l'UNCDF a célébré son 50^e anniversaire. Les efforts de l'UNCDF visant à débloquer les ressources publiques et privées, notamment à l'échelle nationale, à appuyer le développement d'un secteur privé viable dans les PMA et à apporter de nouvelles sources de financement aux PMA contribuent à la réalisation du Programme d'action d'Addis-Abeba, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, de l'Accord de Paris sur le changement climatique et du Programme d'action d'Istanbul.



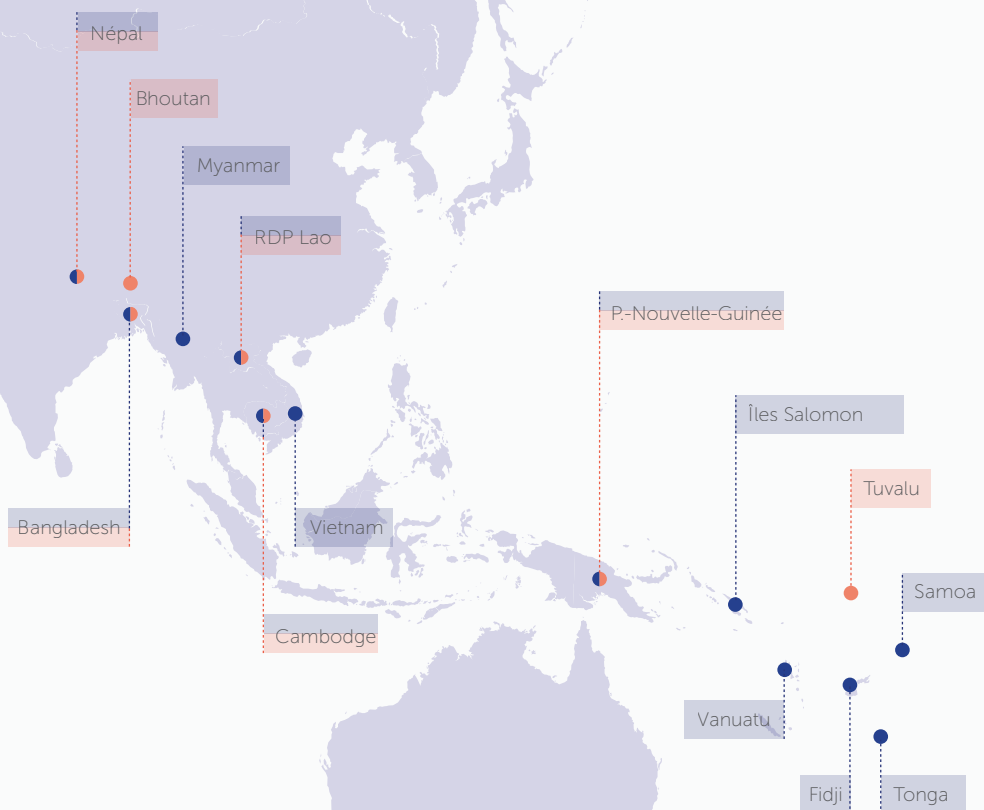
L'UNCDF DANS LE MONDE

Pays d'intervention en 2016

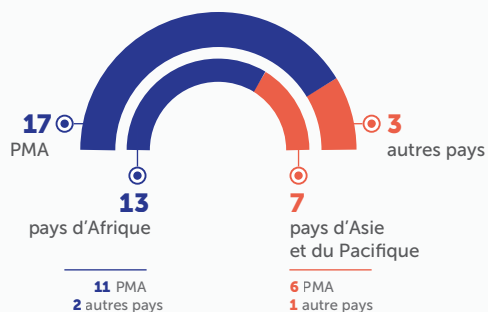


Les appellations utilisées sur les cartes et les graphiques et la présentation des données qui y figurent n'impliquent aucune prise de position de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations unies ou de l'UNCDF quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

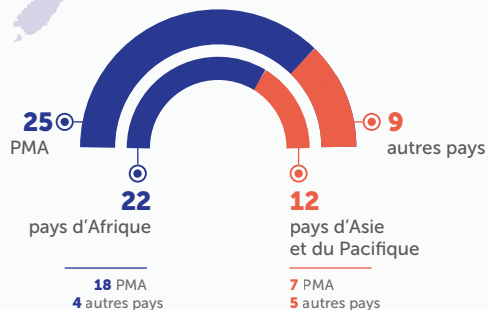
- FINANCE INCLUSIVE
- FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
- FINANCE INCLUSIVE + FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT LOCAL



En 2016, l'UNCDF a apporté son soutien à des programmes de financement du développement local dans **17 PMA** et **3 autres pays**



En 2016, l'UNCDF a apporté son soutien à des programmes de finance inclusive dans **25 PMA** et **9 autres pays**



QU'AVONS-NOUS accompli ?

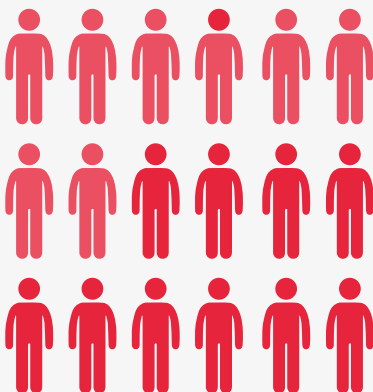


ÉLARGIR l'inclusion financière

L'UNCDF a atteint

**14 MILLIONS
D'ÉPARGNANTS**

grâce aux services financiers
mis en place au titre du
**Cadre stratégique actuel
(2014-2016)**



L'UNCDF a desservi
**4,7 MILLIONS
DE NOUVEAUX
CLIENTS**

depuis 2014, grâce aux
produits financiers qui
renforcent leur résilience
aux chocs

Deux milliards d'adultes, soit plus de la moitié de la population mondiale en âge de travailler, sont encore exclus des services financiers formels.

Ce problème touche notamment les populations à faibles revenus des pays émergents et en développement. Or, l'intégration de l'ensemble de la population dans l'économie formelle est indispensable pour faire reculer la pauvreté, lutter contre les inégalités et promouvoir la croissance inclusive.

L'inclusion financière signifie que les individus et les entreprises **ont accès et recourent à un éventail de services financiers appropriés et fournis de manière responsable dans un environnement dûment réglementé.**

Les ODD comptent 17 objectifs ambitieux, et l'élargissement de l'accès aux services financiers constitue un facteur clé pour nombre d'entre eux. L'inclusion financière constitue une cible dans 7 des 17 objectifs : les ODD 1, 2, 3, 5, 8, 9 et 10.

Quelle est la stratégie de l'UNCDF ?

1

L'UNCDF soutient :

- **de nouveaux produits** : crédit, épargne, microassurance et systèmes de paiement, y compris des méthodes de transfert de fonds.
- **de nouvelles populations** : l'UNCDF œuvre sur plusieurs fronts. Il aide les femmes et les filles vivant en milieu rural à faire des économies en leur donnant accès aux services financiers formels ; élargit les services financiers numériques aux communautés isolées ; permet aux familles pauvres d'accéder à une électricité domestique et à des fourneaux propres ; et rapproche les petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que les jeunes des services financiers dont ils ont besoin pour investir et se développer.
- **de nouvelles technologies** : l'UNCDF utilise de plus en plus les services financiers mobiles et les plateformes de paiement numériques afin de relier les personnes au secteur financier et aux nouvelles possibilités économiques.
- **de nouveaux prestataires** : l'UNCDF collabore non seulement avec les institutions de microfinance traditionnelles, mais il soutient également tout un éventail de prestataires de services financiers issus du secteur privé.

2

L'UNCDF collabore avec les partenaires du secteur public et privé afin d'améliorer l'environnement réglementaire et de fournir ces nouveaux produits à autant de groupes peu desservis et exclus que possible, y compris les communautés rurales, les jeunes et les femmes.

En 2016, l'UNCDF a soutenu 134 PRESTATAIRES DE SERVICES FINANCIERS

(banques, coopératives, institutions de microfinance, sociétés de transfert de fonds et opérateurs de réseau mobile) par le biais d'instruments de subvention et de prêt, pour que davantage de ménages et de petites entreprises puissent accéder à des services financiers leur permettant d'étendre le champ de leurs possibilités et de réduire leurs vulnérabilités.





SOUTENIR LE financement du développement local

En 2016, l'UNCDF a apporté
son soutien à



854
collectivités
locales

A formé plus de



45 000

fonctionnaires
et parties prenantes
locales en 2015 et en 2016

Aujourd'hui, 767 millions de personnes vivent encore dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,90 dollar US par personne et par jour.²

Les disparités entre les salaires et les conditions de vie découlent de l'irrégularité du développement économique, y compris au niveau national. Les conditions de vie dépendent beaucoup plus de l'emplacement géographique dans les pays pauvres que dans les pays riches³.

Les autorités locales, notamment dans les villes secondaires et les zones périurbaines et rurales, sont soumises à une pression croissante et ont besoin de fonds supplémentaires pour bâtir des infrastructures locales, fournir des services, encourager le développement de l'économie locale et satisfaire aux besoins et aux aspirations des citoyens. Pourtant, les ressources nécessaires ne parviennent pas toujours jusqu'au niveau local, limitant voire empêchant le financement des plans de développement local.

² PNUD/UNRISD, 2017, « Global Trends: Challenges and Opportunities in the Implementation of the Sustainable Development Goals », New York

³ Banque mondiale, 2009, Rapport sur le développement dans le monde 2009 : « Spatial Disparities and Development Policy », Washington, DC



L'UNCDF aide depuis longtemps les localités mal desservies des PMA en simplifiant et en rendant plus prévisibles les flux de financement destinés aux collectivités locales situées en milieu urbain, périurbain et rural.

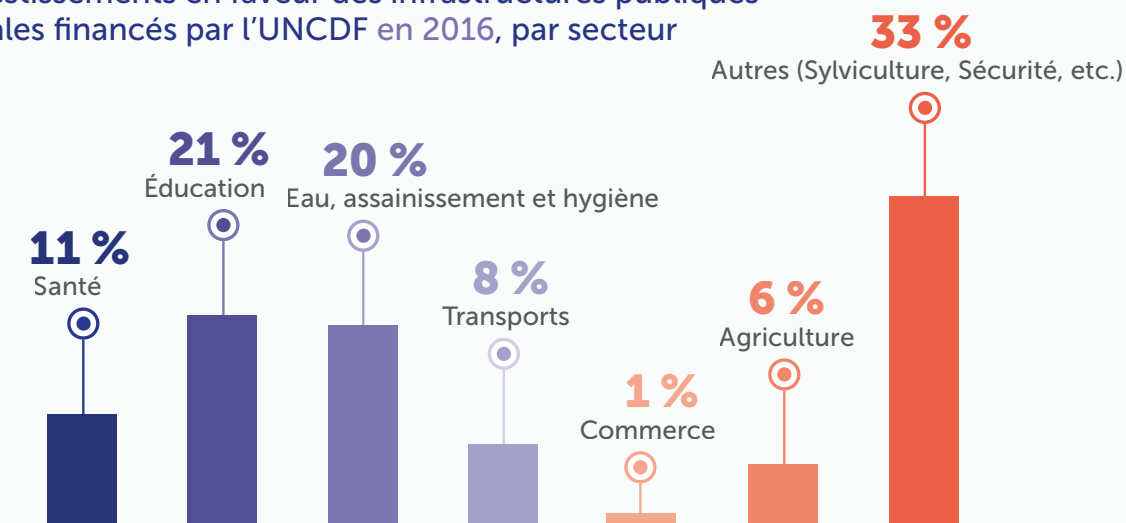
Les efforts de l'UNCDF se concentrent sur l'élaboration de modèles de financement du développement local qui soient efficaces et dotent les collectivités locales des capacités et des outils dont elles ont besoin pour relever les défis du développement auxquels elles se heurtent. En ouvrant l'accès des citoyens au processus décisionnel concernant les dépenses publiques, nous donnons aux autorités locales les moyens de **réaliser des investissements et de construire des infrastructures** qui

répondent aux besoins les plus urgents de leurs communautés.

L'UNCDF applique sa stratégie et ses instruments de financement du développement local afin de promouvoir la résilience au changement climatique, la sécurité alimentaire et la restauration des sols, l'autonomisation économique des femmes, le développement économique local, et l'intégration et le développement transfrontaliers.

Les capitaux de lancement de l'UNCDF sont investis par l'intermédiaire de trois modalités principales : **le fonds de développement local et les subventions basées sur la performance ; le financement de projets et de PME ; et les stratégies novatrices de financement municipal**, un nouveau domaine de travail qui étudie notamment la manière dont **les partenariats public-privé, les obligations et les revenus autonomes** peuvent aider les autorités locales à répondre aux besoins des citoyens et bâtir des économies locales solides.

Investissements en faveur des infrastructures publiques locales financés par l'UNCDF en 2016, par secteur



AUTONOMISER les femmes

49 % de FEMMES

en 2016, 49 %
**des bénéficiaires
des infrastructures**
étaient des **femmes**

83 %

des feuilles de route
financières soutenues
s'attaquent aux
**questions liées à
l'égalité des sexes**
et utilisent **des données
ventilées par sexe**

4 millions

d'emprunteurs
ont bénéficié d'une aide
depuis 2014, dont 54 %
de femmes

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 reconnaît le rôle de l'égalité des sexes en tant que moteur de progrès pour tous les objectifs de développement durable.

Des inégalités considérables demeurent entre les femmes et les hommes du monde entier, et ce, dans un éventail de domaines, allant de la participation formelle au marché du travail aux revenus, en passant par l'entrepreneuriat, l'accès au crédit, les droits de succession et la propriété foncière.

L'autonomisation des femmes bénéficie aux communautés et sociétés entières. Mais il existe de nombreux obstacles structurels entravant l'autonomisation économique des femmes, tels que les attitudes discriminatoires profondément ancrées et les structures socioéconomiques inéquitables. Lois et politiques restreignent souvent les droits des femmes à hériter ou à posséder des terres, voire les privent tout bonnement de ces droits. Dans nombre de pays, l'accès des femmes aux ressources, y compris aux intrants et services financiers de qualité, est généralement inférieur à celui des hommes.

L'UNCDF reconnaît l'importance d'**agir en faveur de l'égalité des sexes à l'échelle locale** dans l'ensemble de ses activités. L'augmentation des investissements en matière d'inclusion financière, d'infrastructures et dans l'entrepreneuriat au niveau local est l'initiative la mieux à même d'avoir des répercussions directes et pérennes sur la vie des femmes.

Bien que davantage de personnes à travers le monde puissent accéder aux services financiers (62 % de la population adulte mondiale avaient accès à un compte de services financiers en 2014, contre 50 % en 2011), **1,1 milliard de femmes sont toujours exclues des services financiers formels**. À l'échelle mondiale, les

femmes continuent invariablement à gagner moins que les hommes.

L'inclusion financière peut permettre une augmentation des revenus des femmes, de la résilience des ménages et de la consommation, ainsi qu'une amélioration de la santé des enfants et des perspectives s'offrant à la prochaine génération de filles et de femmes. Grâce aux services financiers numériques, les femmes peuvent mettre des fonds de côté en toute sécurité ; en outre, elles ne sont plus obligées d'effectuer de longs trajets pour aller retirer ou transférer de l'argent, ce qui leur fait économiser du temps et de l'énergie.

Dans le cadre de ses travaux en matière d'inclusion financière, l'UNCDF expérimente actuellement de nouveaux services et produits financiers visant à autonomiser les femmes. Destinés à être transposés à grande échelle, ils permettront à un plus grand nombre de femmes d'accéder aux comptes financiers numériques, aux groupes d'épargne, aux services financiers mobiles, aux prêts et autres, autant de services financiers grâce auxquels ces femmes et leur famille pourront sortir de la pauvreté. L'UNCDF veille à ce que tous ses programmes d'inclusion financière collectent des données ventilées par sexe, en plus d'intégrer des objectifs spécifiques aux femmes.

Investir dans des infrastructures locales appropriées peut permettre d'accélérer la progression de l'autonomisation économique des femmes en réduisant la charge liée au travail domestique non



rémunéré qui pèse sur elles, et en leur donnant accès aux marchés et aux ressources.

La majorité des femmes dans le monde occupent des emplois non salariés appartenant au secteur informel. En 2015, 586 millions de femmes au total travaillaient pour leur propre compte ou étaient des travailleuses familiales collaborant à une entreprise familiale.

Sur le marché de l'emploi informel, les conditions de travail des femmes sont souvent difficiles et dangereuses, et elles ne bénéficient d'aucune protection sociale. En outre, elles ont moins de possibilités d'accéder aux marchés et aux services, et bien moindres encore sont les possibilités de développer leur propre entreprise qui s'offrent à elles.

Ces problèmes sont exacerbés par le manque d'accès aux infrastructures de base. En effet, la mauvaise qualité et le manque de sécurité des infrastructures de transport empêchent souvent les femmes de participer à l'économie en accédant à l'entrepreneuriat ou en occupant un emploi. Qui plus est, du fait des responsabilités supplémentaires qui leur incombent au domicile (effectuer les tâches domestiques, s'occuper des enfants et des

personnes âgées), les femmes travaillent en moyenne deux fois plus que les hommes, ce qui ne leur laisse pas le temps d'occuper un emploi productif.

Dans le cadre de la lutte qu'il mène contre ces obstacles structurels, l'UNCDF travaille de concert avec les collectivités locales et le secteur privé en vue de concevoir et de réaliser des investissements à impact élevé dans des entreprises et des infrastructures qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, débloquent par là même des capitaux nationaux en faveur de l'autonomisation économique et de l'entrepreneuriat des femmes. Ainsi, les investissements de l'UNCDF en faveur de projets énergétiques tels que les microcentrales hydroélectriques permettent aux femmes de monter une affaire à domicile grâce à une production accrue. De même, les investissements dans des entreprises agricoles sensibles aux disparités entre les sexes, qui créent de nouvelles possibilités d'emploi pour les femmes et améliorent l'accès des agricultrices aux marchés et aux intrants, favorisent également l'autonomisation économique des femmes.

AGIR en faveur du climat

10 millions



en 2016,
l'UNCDF

a mobilisé environ **10 millions de dollars** pour renforcer les **efforts locaux en faveur du climat** menés au Bangladesh, au Cambodge et aux Tuvalu

64

 Soutien à
collectivités locales

dans 12 PAYS

depuis 2014 en vue de mettre en place à l'échelle locale des mesures d'adaptation au changement climatique

Les collectivités locales jouent un rôle de premier plan en matière de gestion des risques climatiques. C'est pourquoi il est essentiel qu'elles obtiennent le financement dont elles ont besoin pour pouvoir rendre les nouvelles infrastructures « résistantes au changement climatique » et favoriser une croissance inclusive et durable, et ce, afin de renforcer la résilience à différents chocs.

Adopté en 2015, l'Accord de Paris a souligné l'importance du rôle des collectivités infranationales dans le renforcement de la résilience au changement climatique. Pourtant, la majorité des budgets consacrés à la lutte contre le réchauffement climatique sont alloués ou gérés au niveau central.

En 2016, l'UNCDF a collaboré **avec 64 collectivités locales dans 12 pays afin de mettre en œuvre et de transposer à grande échelle un système de subventions pour la résilience climatique basées sur la performance**. L'organisation a **réalisé plus de 130 investissements** dans un large éventail de secteurs, allant de l'eau et de l'assainissement à l'agriculture, en passant par la prévention contre les catastrophes et les transports.



AUTONOMISER les jeunes

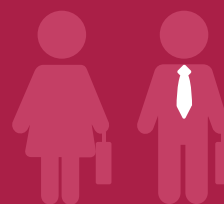


Les partenaires de l'UNCDF ont fourni à plus de

700 000 jeunes
une éducation financière

Avec le soutien de l'UNCDF, les prestataires de services financiers ont accordé des prêts à plus de

125 000
jeunes entrepreneurs



en **2016**

Les prestataires de services financiers bénéficiant du soutien de l'UNCDF ont ouvert des comptes d'épargne pour près de

730 000 jeunes

En Afrique subsaharienne, le taux de pauvreté des travailleurs s'élevait à près de 70 % en 2016, soit 16,4 millions de jeunes travailleurs dans cette région vivant en situation de pauvreté modérée à extrême (avec moins de 3,10 dollars par jour)⁴.

En 2014, 46 % des jeunes adultes (âgés de 15 à 24 ans) dans le monde possédaient un compte financier, contre 66 % des adultes plus âgés (25 ans et plus). En revanche, l'écart est moindre pour ce qui est des porte-monnaie mobiles, 10 % des jeunes adultes d'Afrique subsaharienne en détenant un, contre 12 % des adultes plus âgés⁵.

Pour les jeunes quittant l'école et accédant au monde du travail, le manque d'accès à des ressources financières représente une contrainte majeure.

En effet, les jeunes ont des difficultés à accéder au crédit dont ils ont besoin pour démarrer une entreprise, accumuler des actifs ou souscrire à une assurance et à d'autres services financiers connexes qui les aideraient à bâtir un avenir meilleur.

Rien qu'en 2016, les partenaires de l'UNCDF ont permis à près de 730 000 jeunes, dont **44 % de femmes**, d'accéder à des comptes d'épargne. Ils ont en outre formé plus de 700 000 jeunes dans le secteur de l'éducation financière. Enfin, ils ont accordé des prêts à plus de 125 000 jeunes entrepreneurs, dont **54 % de femmes**.

⁴ OIT, août 2016, « Emploi et questions sociales dans le monde 2016 : Tendances pour les jeunes »

⁵ Banque mondiale, 2014, « Base de données Global Findex »

MOBILISER DES INVESTISSEMENTS en faveur du last mile

Le Programme d'action d'Addis-Abeba, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris sur le changement climatique, l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul et le Nouveau Programme pour les villes concentrent leurs actions sur un objectif commun : veiller à ce qu'il n'y ait pas de laissés-pour-compte.

Ces programmes appellent tous à remédier aux inégalités et aux exclusions tenaces, et à mettre en œuvre des solutions intégrées en faveur du développement qui contribuent à la réalisation de multiples objectifs.

En mettant fortement l'accent sur la nécessité de mobiliser des ressources provenant de différentes sources et de promouvoir une collaboration efficace entre ces dernières, ces programmes encouragent également l'UNCDF à innover et à élaborer des modèles de « **financement du last mile** » utilisant des ressources publiques en vue de stimuler des financements supplémentaires au niveau des secteurs public et privé, provenant de parties prenantes aussi bien nationales qu'internationales.

Pour chaque dollar investi dans des ressources de base, l'UNCDF est en mesure d'investir près de 10 dollars dans des économies locales.



Depuis 2014, l'UNCDF a réussi à obtenir un financement représentant

11,7 FOIS SON PROPRE INVESTISSEMENT

de **10,2 millions de dollars** en faveur des collectivités locales
des secteurs privé et public

**Les partenaires de
développement
programmes d'inclusion
financière conçus par l'UNCDF**
depuis 2014

ont apporté 97 millions aux



97

millions de dollars



3

milliards de dollars

**Les dépôts des prestataires de services financiers
ont augmenté, passant de**

**1,2 milliard de dollars à
3 milliards de dollars**

depuis qu'ils bénéficient du **soutien de l'UNCDF**

EFFET DE LEVIER ET DÉPLOIEMENT À GRANDE ÉCHELLE



LES FEMMES et L'ÉPARGNE

Le programme MicroLead est parvenu à institutionnaliser la mobilisation d'épargne à faible solde chez 53 prestataires de services financiers (PSF) partenaires de 2009 à 2016. Au cours de la phase I, MicroLead a cherché à combler une lacune du marché dans un certain nombre de PMA, où un leader du marché était nécessaire pour stimuler l'innovation et la concurrence. Au cours de la phase II, MicroLead a incité les PSF à développer, expérimenter et commercialiser à grande échelle des services de dépôt destinés aux populations rurales à faible revenu, notamment les femmes.

Tout au long du programme, plus de 2 millions de déposants actifs ont bénéficié de ces services. Plus de 70 % d'entre eux étaient des femmes et vivaient en milieu rural.

MicroLead a aidé les PSF à atteindre des marchés ruraux précédemment inexploités en leur proposant des produits abordables et régis par la demande, et ce, par le biais de canaux de distribution alternatifs tels que les agents ruraux, des téléphones portables, des terminaux de point de vente et des groupes informels des communautés. Les produits proposés s'accompagnaient en outre d'une éducation financière afin que les clients puissent utiliser activement les différents services financiers en vue de satisfaire leurs besoins spécifiques. En plus de réaliser des études de marché et de développer des canaux et des produits, MicroLead a contribué à la communauté au sens large en publiant une série de six boîtes à outils relatives aux services financiers numériques (SFN), lesquelles décrivent les différents points d'accès des PSF au marché des SFN, ainsi qu'une dizaine d'études de cas de partenaires individuels, expliquant l'intérêt de la mobilisation de l'épargne à faible solde et les moyens de fournir des services aux groupes informels des communautés ainsi que de développer des réseaux d'agents s'adressant aux populations à faible revenu.



MicroLead a réussi à institutionnaliser la mobilisation des dépôts de faible montant

53 PSF PARTENAIRES

2 millions
de clients
utilisent activement
leur compte d'épargne

> 70 %
de femmes

31

nouveaux produits
lancés



INNOVATIONS

Canaux de distribution alternatifs

Mise en relation
des groupes informels
avec les services
formels

Économie
comportementale

Éducation
financière

Gestion
du changement
par les PSF

Services financiers
numériques

Conception
axée sur l'humain

RENFORCER LES CAPACITÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES pour améliorer l'infrastructure et la prestation de services au Bangladesh

Au cours des 15 dernières années et des différentes phases d'innovation, l'UNCDF a dépensé 10 millions de dollars en financement de base pour expérimenter et tester des stratégies de décentralisation fiscale au Bangladesh.

Ce projet, initialement mis en œuvre dans un des 64 districts du Bangladesh en 2000, a été transposé à grande échelle par la Banque mondiale, avec 720 millions de dollars de financements octroyés par l'Association internationale de développement (IDA), ainsi que des financements apportés par le gouvernement bangladais lui-même à tout l'échelon communautaire des collectivités locales du pays. Dans le cadre de ce programme, 10 242 investissements ont été réalisés localement.

Grâce aux actions de l'UNCDF, la participation des ménages pauvres au processus de planification a augmenté, passant de 4 % en 2012 à 36 % en 2015. Sur l'ensemble des participants, 37 % (soit 295 000 personnes) étaient des femmes. En 2016, le Japon a apporté une nouvelle contribution de 400 millions de dollars en vue de poursuivre le déploiement national du programme à l'ensemble des collectivités locales se trouvant à l'échelon le plus bas.

Au cours des **15 dernières années** l'UNCDF a investi
10 millions de dollars

ce programme a été lancé en 2000
dans **un des 64 districts** du Bangladesh

et a été déployé à grande échelle grâce à un investissement de
720 millions de dollars par le biais

de la Banque mondiale
financement de
l'Association internationale
de développement (IDA)

des fonds propres du
gouvernement du
Bangladesh
accordés à l'ensemble des
communautés des
collectivités locales

10 242 investissements
réalisés à l'échelle locale

participation des ménages pauvres au processus de planification

4 %

2012

36 %

2015



37 %
295 000
femmes

en 2016, le Japon
a apporté une nouvelle contribution de
400 millions de dollars

en vue de poursuivre le déploiement national du
programme à l'ensemble des collectivités locales se
trouvant à l'échelon le plus bas

Retrouvez d'autres **RÉCITS SUR L'EFFET DE LEVIER ET LE DÉPLOIEMENT À GRANDE ÉCHELLE** sur
www.uncdf.org/en/stories-leverage-and-scale





QU'AVONS- NOUS appris ?

L'UNCDF a tiré
QUATRE PRINCIPAUX
ENSEIGNEMENTS de la mise en
œuvre du Cadre stratégique actuel.

1

Les efforts déployés par l'UNCDF en faveur du « financement du last mile » et son appétence pour le risque, qui l'incite à travailler dans des domaines où aucun autre organisme n'est présent, continuent à jouer un rôle déterminant pour aider les PMA à utiliser des modes de financement mixte de manière efficace en vue de remédier à l'exclusion, tout en continuant à œuvrer pour atteindre les ODD et sortir de la liste des PMA.

Les activités de l'UNCDF permettent de combler une lacune importante dans le paysage du financement du développement en démontrant concrètement comment faire évoluer la dynamique des flux de ressources locales dans les PMA. Sans l'apport de fonds suffisants en faveur du last mile, les populations pauvres, les PME et les collectivités locales des PMA risquent fortement d'être laissées pour compte.

2

D'APRÈS l'expérience de l'UNCDF, des outils et des instruments financiers bien conçus peuvent stimuler l'innovation et l'élaboration de nouveaux modèles de financement durables au service des populations pauvres.

Grâce aux transferts fiscaux, au financement municipal et au financement structuré de projets, les localités peuvent attirer les investissements qui leur sont nécessaires pour satisfaire à leurs besoins en infrastructures.

L'utilisation de fonds de promotion - c'est-à-dire des appels à des propositions d'idées pour relever les défis liés à l'inclusion du « last mile » - a permis d'attirer les acteurs du secteur privé vers de nouveaux marchés et les a incités à répondre aux besoins de communautés pauvres auxquelles, d'ordinaire, ils ne s'adressent pas. Ceci a entraîné une évolution de la manière dont les prestataires de services financiers perçoivent la viabilité des services destinés aux clients pauvres.

L'accès à de nouveaux services permet d'augmenter la résilience des ménages, des PME et des acteurs de la chaîne de valeur, et de les rendre plus dynamiques financièrement. Grâce à l'UNCDF, les femmes, les jeunes et les petits exploitants agricoles peuvent recourir à des services financiers auxquels ils n'avaient jusque-là pas accès, favorisant ainsi leur utilisation dans des domaines dont ceux-ci étaient auparavant exclus. Les nouveaux modèles de financement numériques, comme les financements basés sur un paiement à l'utilisation, permettent aux populations pauvres de bénéficier de services essentiels, notamment d'avoir accès à de l'électricité domestique propre. Sur la base de ces enseignements, l'UNCDF étudie à présent la manière dont l'utilisation de ces innovations, en particulier les services financiers numériques, peut être élargie à d'autres biens et services.

3

L'UNCDF a continué à s'appuyer sur les différents enseignements retenus pour élaborer ses outils et approches, afin de répondre à l'évolution du paysage du développement.

Par exemple, l'UNCDF œuvre de plus en plus en faveur de l'inclusion financière axée sur l'épargne et des investissements dans les infrastructures. En tenant compte de la problématique hommes-femmes, des données ont montré que cela représente d'importants moyens pour les femmes de montrer leur capacité d'agir sur le plan économique et financier, aussi bien chez elles qu'au sein de leur communauté.

L'UNCDF soutient la collecte de données et l'élaboration de diagnostics, car cet ensemble de preuves permet aux acteurs économiques et aux investisseurs de découvrir de nouveaux marchés et sert de fondement à la modification des politiques. L'organisation a appris qu'il n'existe pas une seule « bonne » méthode à appliquer s'agissant des services financiers numériques. Un environnement favorable et approprié est déterminant.

En outre, l'UNCDF a découvert qu'autonomiser les autorités locales à l'aide d'allocations budgétaires discrétionnaires dans les situations de crise peut permettre de renforcer la légitimité de l'État, en particulier dans les zones rurales et reculées. Dans un contexte marqué par l'urbanisation mondiale et la croissance démographique, l'UNCDF aide les autorités locales à accéder à différentes sources de financement afin de répondre aux besoins de leurs citoyens.

ENFIN

Le modèle de maturité de l'UNCDF - qui consiste à innover, consolider/reproduire et transposer à grande échelle - lui permet de « jouer dans la cour des grands » grâce aux effets d'émulation et de levier qu'il génère. C'est pourquoi assurer la viabilité et maximiser l'effet de levier restent des objectifs moteurs du modèle d'affaires de l'UNCDF. L'atteinte des objectifs annuels de financement concernant les ressources de base est essentiel pour l'avenir.

L'UNCDF veille à intégrer ces enseignements dans la conception de ses nouvelles approches programmatiques ainsi que dans son nouveau Cadre stratégique.



PERSPECTIVES d'avenir

À l'avenir, l'UNCDF accordera la PRIORITÉ À QUATRE DOMAINES :

1 L'UNCDF continuera...

à innover, à consolider et à transposer à grande échelle des programmes et des approches de financement mixte, et à évoluer et adapter ses modèles en fonction des enseignements retenus, des évaluations, et du suivi des programmes. Il faut à la plupart des programmes de l'UNCDF de nombreuses années et plus d'un cycle de planification pour qu'ils portent leurs fruits.

2

Dans le cadre de son mandat, l'UNCDF continuera d'élargir les frontières de la finance dans les PMA. Cet objectif se traduira notamment par les actions suivantes :

- promouvoir des outils financiers et numériques en vue d'élargir l'inclusion financière et l'accès aux biens et services du monde entier ;
- élargir l'accès à la finance pour les villes secondaires et les municipalités rurales des PMA, conformément au Nouveau Programme pour les villes ;
- aider les collectivités locales à lutter contre les effets du changement climatique et s'y préparer ;
- utiliser les données collectées et les diagnostics pour étayer les décisions politiques et réglementaires liées à la finance inclusive ; et
- continuer à accorder une importance particulière à l'autonomisation des femmes.

3

En renforçant l'accessibilité financière des personnes pauvres au niveau des ménages, des petites entreprises et des infrastructures locales, l'UNCDF contribue à la réalisation des ODD 1 et 17, ce qui a des répercussions sur d'autres ODD.

1 PAS DE PAUVRETÉ



17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS



AYANT UN IMPACT SUR



4

Pour concrétiser ses ambitions...

l'UNCDF poursuivra ses efforts en vue de diversifier sa panoplie de financements et de partenariats afin de mettre en œuvre son Cadre stratégique 2018-2021 et de remplir son engagement en faveur de la réalisation des ODD.

INTÉGRALEMENT FINANCÉS

L'UNCDF sera présent dans 40 PMA afin de soutenir leurs objectifs de développement et de les aider à mobiliser, au niveau local, des ressources publiques et privées indispensables.

L'UNCDF est entièrement financé par des contributions volontaires d'États membres des Nations unies, d'organisations multilatérales, de fondations et autres.

Ces contributions sont apportées sous forme de ressources (de base) ordinaires ou d'autres ressources affectées à des fins spécifiques.

Les ressources de base restent au cœur du modèle commercial de l'UNCDF. En effet, elles fournissent le capital-risque nécessaire à l'innovation et à la création d'un effet de levier et permettent de financer l'expertise technique pour rester à la pointe de l'innovation en matière de financement « du last mile ». Elles permettent également à l'UNCDF d'assumer son rôle de partenaire stratégique auprès des gouvernements et des équipes de pays des Nations unies grâce à une solide présence nationale.

En 2016, l'UNCDF **a reçu des contributions s'élevant à un montant total de 54,5 millions de dollars. Douze États membres** ont contribué aux ressources de base à hauteur de **10,2 millions de dollars⁶**, contre 12,5 millions de dollars en 2015.

Les autres ressources affectées à des domaines, programmes ou activités spécifiques s'élevaient à 43,8 millions de dollars en 2016, dont 11,3 millions provenaient de gouvernements de pays donateurs, 19,7 millions du secteur privé, de fondations et d'ONG, et 12,9 millions d'organisations multilatérales. L'UNCDF travaille en partenariat avec un certain nombre d'organismes des Nations unies en vue d'atteindre les résultats souhaités. Parmi nos partenaires figurent la FAO, le FIDA, le HCR, l'OIT, ONU-Femmes, ONU-Habitat, le PAM et le PNUD.

⁶ Ce chiffre inclut une contribution du PNUD à hauteur de 795 934 dollars à l'appui des programmes.



RESSOURCES
et financement

en 2016



les donateurs de base de l'UNCDF

l'Australie, l'Autriche, les États-Unis, le Liechtenstein, le Luxembourg, la Norvège, la RDP lao, la Suède et la Suisse. Deux PMA – Myanmar et la RDP lao – ainsi que deux États membres du Groupe des 77 – la Thaïlande et la Chine – ont apporté un soutien à l'UNCDF sous forme de ressources de base.



les donateurs généraux de l'UNCDF

la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation MasterCard, le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs, l'Australie, la Belgique, les États-Unis, le Luxembourg, la Suède, la Suisse et l'Union européenne.

L'UNCDF A REÇU DES CONTRIBUTIONS
POUR UN MONTANT TOTAL DE

54,5 millions USD

11 ÉTATS MEMBRES contribuent par un
montant total de

10,2 millions USD

en ressources de base



CONTRIBUTIONS AUX RESSOURCES DE BASE APPORTÉES PAR LES ÉTATS MEMBRES EN 2016

en dollars des États-Unis

Donateurs	Ressources de base
Suède	3 095 209
Suisse	3 009 027
États-Unis	750 000
Luxembourg	891 694
Australie	761 615
Norvège	579 441
Autriche	222 965
Chine	30 000
Liechtenstein	24 065
Myanmar	4 878
Thaïlande	2 500
Total général	9 371 395



33 Partenaires

TOTAUX



\$ 10 167 329*
ressources de
base

\$ 43 820 103
ressources
autres

**Total ressources
de base et autres** **\$ 53 987 432**

Ressources JEA **\$ 1 330 262**



\$ 55 317 694



* Ce chiffre inclut une contribution du PNUD à hauteur de 795 934 dollars à l'appui des programmes.



Consultez L'AVIS DE NOS PARTENAIRES sur www.uncdf.org/en/what-partners-say-about-us.

CONTRIBUTIONS TOTALES EN 2016

en dollars des États-Unis

Donateurs	Ressources de base	Ressources Autres	Ressources JEA**	Total
Fondation Bill & Melinda Gates		7 994 489		7 994 489
Bureau des Fonds fiduciaires multi-partenaires		7 458 776		7 458 776
Fondation MasterCard		7 425 292		7 425 292
Suède	3 095 209	4 075 644	137 641	7 308 494
Suisse	3 009 027			3 009 027
États-Unis	750 000	1 932 000		2 682 000
Union européenne		2 627 694		2 627 694
Belgique		1 961 708		1 961 708
Luxembourg	891 694	443 951	333 495	1 669 141
Belgique		1 403 702		1 403 702
Australie	761 615	526 363		1 287 978
LiftFund		1 284 552		1 284 552
PACT Global Microfinance Fund		1 217 766		1 217 766
VISA		1 000 000		1 000 000
Fondation Citi		750 000		750 000
Omidyar Network		750 000		750 000
PNUD		653 714		653 714
Danemark		452 828	153 386	606 214
Norvège	579 441			579 441
Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification		558 761		558 761
MasterCard Worldwide		500 000		500 000
Koweït			468 936	468 936
Allemagne		292 811		292 811
Italie			236 804	236 804
Autriche	222 965			222 965
Royaume-Uni		205 754		205 754
FIDA		171 914		171 914
Banque mondiale (BIRD)		100 000		100 000
Financial Sector Deepening Uganda (FSDU)		32 383		32 383
Chine	30 000			30 000
Liechtenstein	24 065			24 065
Myanmar	4 878			4 878
Thaïlande	2 500			2 500
Total général	9 371 395	43 820 103	1 330 262	54 521 760

** Programme Jeunes Experts Associés (JEA/JPO)





Crédits photos

Couverture : © GMB Akash

page 5 : © UNCDF/Ivana Damanjov

page 9 : © UNCDF/ C.Jancloes

page 12 : © Creative 7 Arts

page 14 : © UNCDF/Nasser AlQatami

page 16 : © UN Photo/Gazi Nafis Ahmed

page 17 : © UN Photo/Gazi Nafis Ahmed

page 18 : © GMB Akash

page 21 : © UNCDF/Nasser AlQatami

page 22 : © UNCDF

page 23 : © GMB Akash

page 24 : © UNCDF/Jessica Wong

page 26 : © UNCDF/Jessica Wong

page 28 : © UNCDF/ C.Jancloes

page 31 : © GMB Akash

page 32 : © UNCDF/ Jacqueline Namfua

Quatrième de couverture : © GMB Akash



**Faciliter l'accès aux
Capitaux publics et privés
pour les Populations les plus
démunies**

UN Capital Development Fund

Two United Nations Plaza
26th Floor
New York, NY 10017
États-Unis

 +1 212 906 6565
 +1 212 906 6479

 www.uncdf.org
 info@uncdf.org
 @UNCDF #LDCsForward
#FinancialInclusion #LocalDev
 @UNCDF